

# BRÈVES SECTORIELLES

## États-Unis

Une publication du SER des États-Unis  
N°2026-26 du 9 juillet 2026

## Sommaire

### Commerce et sanctions

1. Le Département du Commerce ouvre une enquête commerciale visant le charbon anthracite
2. Le Département du Trésor a révoqué la licence générale X sur l'Iran

### Climat – énergie – environnement

3. Les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud annoncent un mémorandum de coopération sur le déploiement de petits réacteurs modulaires en pays tiers

### Transport et infrastructure

4. Le secrétaire aux Transports annonce un investissement de 1,73 Md\$ dans 127 projets d'infrastructures à travers le pays
5. La Maison-Blanche met en avant les effets positifs des premières réformes fédérales concernant la procédure d'évaluation environnementale

### Industrie

Brèves

### Distribution et divertissement

Brèves

### Agriculture et industrie agroalimentaire

6. L'Administration prend des mesures sur les engrais mais leurs effets sont jugés plus politiques qu'économiques par les experts.

### Numérique et innovation

Brèves

### Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

# Commerce et sanctions

## 1. Le Département du Commerce ouvre une enquête commerciale visant le charbon anthracite

Le 03 juillet, le Département du Commerce (DoC) a [annoncé](#) l'ouverture d'une enquête commerciale en vertu de la Section 232 du Trade Expansion Act de 1962 (menace pour la sécurité nationale), visant le charbon anthracite et le charbon bitumineux métallurgique. Aux fins de cette enquête, le charbon anthracite désigne le charbon de la plus haute qualité, avec une teneur en carbone de 86 à 97 %, une faible teneur en matières volatiles et un fort pouvoir calorifique. Ces éléments sont considérés ici comme des « matériaux critiques pour la production nationale d'acier et les procédés industriels, notamment en raison de leur rôle dans les produits dérivés de l'acier susceptibles d'être couverts par les droits de douane prévus par la Section 232 ». Le Bureau of Industry and Security invite le public à soumettre des observations dans un délai de 14 jours suivant la publication de cet avis au registre fédéral, le 7 juillet.

## 2. Le Département du Trésor a révoqué la licence générale X sur l'Iran

Le 7 juillet, le département du Trésor a révoqué la licence générale X la production, la livraison et la vente du brut, des produits pétroliers et des produits pétrochimiques d'origine iranienne (GL X), initialement valable jusqu'au 21 août.

La GL X est remplacée par une nouvelle licence (GL X1) qui organise une sortie en dix jours des opérations déjà engagées avant le 7 juillet, à condition que les fonds soient gelés et déposés sur un compte en banque situé aux Etats-Unis.

### Brèves

- Du 7 au 9 juillet, le Bureau du Représentant américain au commerce (USTR) [tiendra](#) des auditions publiques sur les mesures de rétorsion envisagées au titre de la Section 301 contre les importations issues du travail forcé.

# Climat – énergie – environnement

## 3. Les Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud annoncent un mémorandum de coopération sur le déploiement de petits réacteurs modulaires en pays tiers

Le Département d'Etat (DoS) a [annoncé](#) le 7 juillet la signature d'un mémorandum trilatéral de coopération entre les Etats-Unis, le Japon et la République de Corée sur le déploiement de petits réacteurs modulaires (SMRs) en pays tiers, dans la région indopacifique dans un premier temps. Ce cadre vise à encourager des modèles de déploiement en série de réacteurs permettant de réduire les risques liés au développement des projets, de réaliser des économies d'échelle, de stimuler les investissements privés, de simplifier les procédures d'autorisation et d'optimiser les chaînes d'approvisionnement. Les États-Unis consacreront plus de 10 M\$ à l'assistance technique et à la formation pour soutenir ces projets. Le DoS annonce également une initiative industrielle réunissant GE Vernova, Hitachi, Samsung C&T et SGE afin d'accélérer le déploiement du petit réacteur modulaire BWRX-300 en Europe.

### Brèves

- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 7 juillet le lancement du prix Storage Design Strategies to Ease Production (STEP), doté de 500 000 dollars, visant à accélérer le développement de technologies de stockage d'énergie de nouvelle génération en intégrant dès la conception les enjeux de fabricabilité, d'approvisionnement en matériaux et de résilience des chaînes d'approvisionnement. La phase 1 récompensera jusqu'à trois lauréats (20 000 dollars chacun) et neuf finalistes (10 000 dollars chacun). Les lauréats accéderont à la phase 2, avec jusqu'à deux prix de 100 000 dollars et trois prix de 50 000 dollars pour les finalistes. Les équipes gagnantes bénéficieront également d'une reconnaissance du DoE et d'opportunités d'essais et d'échanges avec les parties prenantes. La phase 1 se clôturera le 8 octobre 2026.
- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 6 juillet jusqu'à 150 M\$ de financements pour des projets visant à renforcer l'industrie américaine du pétrole et du gaz naturel. Les fonds soutiendront trois priorités : améliorer la récupération des hydrocarbures non conventionnels, développer la caractérisation des fractures hydrauliques et innover dans la gestion des eaux produites. L'objectif est d'accroître la production énergétique nationale, de réduire les

coûts et de renforcer la sécurité énergétique américaine. Les projets devront répondre à des enjeux techniques, économiques et environnementaux. La date limite de candidature est fixée au 8 septembre 2026.

- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 6 juillet qu'Aalo Atomic a réussi une démonstration de criticité avec son réacteur avancé Aalo-X au sein du Laboratoire national de l'Idaho. Il s'agit du quatrième réacteur avancé autorisé par le DoE à atteindre cette étape, dépassant l'objectif fixé par décret présidentiel de mai 2025 de trois réacteurs atteignant la criticité pour le 4 juillet 2026. Cette avancée est présentée par le DoE comme un nouveau jalon dans la relance de l'industrie nucléaire américaine.
- Dans une déclaration [publiée](#) par le Département de l'Énergie le 2 juillet, le secrétaire à l'Énergie Chris Wright a salué la fin des crédits d'impôt fédéraux pour les nouveaux projets éoliens et solaires non encore en construction, prévue par la loi Working Families Tax Cut (ou One Big Beautiful Bill) au 4 juillet 2026. Il indique que ces sources d'énergie ont augmenté les coûts du système électrique et fait grimper les prix de l'électricité pour les Américains.

## Transport et infrastructure

### 4. Le secrétaire aux Transports annonce un investissement de 1,73 Md\$ dans 127 projets d'infrastructures à travers le pays

Le secrétaire aux Transports, Sean Duffy, a [annoncé](#) le 7 juillet un investissement de 1,73 Md\$ destiné à financer 127 projets d'infrastructures dans 52 États, territoires et le District de Columbia. Ces financements, issus du programme « Better Utilizing Investments to Leverage Development » (BUILD), couvrent l'ensemble des modes de transport :

- Routes et ponts : 1,3 Md\$ (77 % du total), dont 24 M\$ pour le Dakota du Nord afin de moderniser le revêtement et installer des glissières de sécurité sur 10 miles le long de l'I-94 ;
- Infrastructures portuaires : 136,8 M\$, dont 8,5 M\$ pour élargir de 300 pieds le quai de fret du port de Seward, en Alaska ;
- Transport en commun : 169,9 M\$, dont 14,7 M\$ pour moderniser trois sites de maintenance du réseau de transit du comté de Milwaukee, dans le Wisconsin ;

- Stationnement pour poids lourds : 62 M\$, dont 25 M\$ pour le Kentucky afin de créer de nouvelles places sur sept aires de repos ;
- Infrastructures aéroportuaires : plus de 11 M\$ pour améliorer les voies de circulation des aéroports de Coolidge (Arizona) et de La Nouvelle-Orléans (Louisiane) ;
- Fret ferroviaire et transport de voyageurs : 87,7 M\$, dont 24,3 M\$ pour moderniser et allonger les voies du port intérieur de Corpus Christi, au Texas.

Le communiqué précise que le Département des Transports a reçu près de 1 200 candidatures éligibles, représentant plus de 14,5 Md\$ de demandes de financement au total.

## 5. La Maison-Blanche met en avant les effets positifs des premières réformes fédérales concernant la procédure d'évaluation environnementale

La Maison-Blanche a [présenté](#) le 30 juin un premier bilan positif des réformes engagées par l'administration en matière de mise en œuvre du National Environmental Policy Act (NEPA), estimant qu'elles permettront d'accélérer les procédures d'autorisation des projets d'infrastructure, d'énergie et de transport. Selon l'exécutif, plus de 60 départements et agences fédérales ont adopté de nouvelles procédures visant à simplifier les évaluations environnementales, à réduire les délais d'instruction et à renforcer la coordination entre administrations.

La Maison-Blanche souligne que ces réformes s'inscrivent dans la continuité des mesures engagées depuis le début du mandat afin de recentrer le NEPA sur son rôle procédural et de lever les obstacles réglementaires jugés excessifs au développement de projets, notamment à travers des exceptions par catégories. Les nouvelles procédures devraient permettre de générer des économies budgétaires et faciliter la réalisation de projets stratégiques, notamment dans les domaines des infrastructures, des transports et de l'énergie.

### Brèves

- Le secrétaire aux Transports, Sean Duffy, a [annoncé](#) le 2 juillet l'octroi de subventions de l'administration fédérale de l'aviation (FAA) pour un montant total de 1,776 Md\$, destinées à moderniser les aéroports américains à l'occasion du 250e anniversaire des États-Unis. Quarante-six États bénéficient de ces financements, notamment l'aéroport international de Denver (88,8 M\$ pour des travaux de revêtement), l'aéroport international Thurgood Marshall de Baltimore/Washington

(62,4 M\$ pour la réfection des pistes et de leur éclairage) et l'aéroport John F. Kennedy de New York (47,6 M\$ pour la construction d'une voie de circulation et la reconstruction d'un bâtiment de secours et de lutte contre les incendies d'aéronefs).

# Industrie

## Brèves

- Le 2 juillet 2026, le Financial Times [rapporte](#) que Tesla a annoncé une hausse de 25 % de ses livraisons mondiales au deuxième trimestre, à 480 126 véhicules, un niveau largement supérieur aux attentes du marché. Cette progression est principalement portée par le rebond des ventes en Europe, stimulées par la hausse des prix des carburants liée aux tensions au Moyen-Orient, ainsi que par la bonne tenue du marché chinois. En revanche, les ventes américaines restent pénalisées par la fin des crédits d'impôt pour les véhicules électriques, au profit du constructeur chinois BYD qui conserve sa place de premier constructeur mondial de véhicules électriques depuis l'année dernière.
- Le 8 juillet 2026, Toyota Motor a [annoncé](#) transférer la production de son pick-up Tacoma du Mexique vers son usine de San Antonio (Texas) d'ici 2030, soutenu par un investissement de 3,6 Md\$. Cette décision, motivée par les incertitudes entourant la politique commerciale américaine et l'avenir de l'accord commercial Canada-États-Unis-Mexique (USMCA), alimente les craintes d'un mouvement plus large de relocalisation de la production automobile vers les États-Unis au détriment de l'industrie mexicaine. Plusieurs constructeurs présents au Mexique réévalueraient déjà leurs plans industriels.
- Le 8 juillet 2026, Airbus a [revu](#) à la baisse de 1 % ses prévisions de livraisons mondiales d'avions commerciaux sur la période 2026-2045, anticipant désormais 42 060 appareils contre 42 500 auparavant. L'avionneur attribue cet ajustement aux effets de la guerre en Iran, des tensions commerciales et du ralentissement de la reprise du trafic aérien. Malgré cette révision, Airbus maintient des perspectives solides, tirées principalement par l'Asie, qui devrait représenter près de la moitié des livraisons, avec une part croissante d'appareils destinés au renouvellement des flottes (47 % contre 45 % auparavant).

# Distribution et divertissement

## Brèves

- Le 7 juillet, Estée Lauder a [annoncé](#) relever le coût de ses efforts de restructuration à environ 1,75 Md\$, contre une projection à 1,55 Md\$. Cette hausse s'explique principalement par des coûts liés aux suppressions d'emplois et à la réduction des effectifs (10 000 emplois concernés), dans le cadre de son « Profit Recovery and Growth Plan » lancé en novembre 2023. Ce plan, qui vise à redresser les marges opérationnelles et à améliorer l'efficacité du groupe en se concentrant sur des canaux de vente à croissance rapide (comme Amazon et TikTok), doit être achevé d'ici la fin de l'exercice fiscal 2027.

## Agriculture et industrie agroalimentaire

### 6. L'Administration prend des mesures sur les engrais mais leurs effets sont jugés plus politiques qu'économiques par les experts.

Le 29 juin, le Président Trump a signé une [proclamation](#) qui déclare un état d'urgence au sens de l'article [318\(a\)](#) du Tariff Act de 1930 et autorise ainsi l'importation en franchise de droits de douanes des engrais phosphatés du Maroc qui étaient, jusque-là, frappés de droits compensatoires de près de 17%. Cette décision temporaire de 8 mois a été saluée par la Secrétaire à l'Agriculture dans un [communiqué](#) daté du même jour. Selon l'USDA, les agriculteurs américains pourraient économiser environ 1,8 Md\$ par an grâce à la baisse des coûts des engrais phosphatés, profitant à plus de 100 000 exploitations agricoles réparties sur près de 40 M ha plantés à l'échelle nationale. Cette décision du Président permet de répondre à une demande des agriculteurs qui n'avaient pas obtenu de l'entreprise Mosaic, à l'origine de ces droits compensateurs, de retirer sa plainte déposée en 2020.

Par ailleurs, Brooke Rollins a [annoncé](#), le 1er juillet, le lancement du programme [FIELDS](#) (Fertilizer Investment and Expansion for Long-Term Domestic Supply), une nouvelle initiative gérée par le service du [développement rural](#) de l'USDA visant à augmenter la production nationale d'engrais et à renforcer la chaîne d'approvisionnement américaine en engrais. Sur les fonds disponibles auprès de

Commodity Credit Corporation ([CCC](#)), l'USDA mettra à disposition 500 M\$ de subventions pour soutenir la construction et l'expansion des installations de production d'engrais domestiques. Le programme privilégie des projets prêts à l'emploi, financièrement viables, capables d'augmenter la production de nutriments critiques des cultures. Les projets devront être soumis à l'USDA d'ici le 17 août.

Selon leurs propos recueillis par Politico, des experts des marchés des engrais relativisent l'impact économique réel pour les agriculteurs de ces mesures et mettent d'abord l'accent sur l'aspect politique de ces décisions à 4 mois des élections de mi-mandat.

Pour Josh Linville, vice-président des engrais chez la société de services financiers [StoneX](#), si la réduction des droits marocains est un pas en avant pour le libre-échange sur les marchés des engrais, d'un point de vue économique, cela « ne représente pas un grand changement ». En effet, selon lui, il y a peu d'incitation actuellement pour le Maroc à vendre des engrais phosphatés aux États-Unis car le marché américain se négocie en dessous d'autres régions du monde. S'agissant du fonds de 500 M\$ pour le développement de la production nationale d'engrais, Mark Milam, analyste en engrais chez [ICIS](#), considère que son montant est nettement insuffisant pour transformer de manière significative l'industrie. Il rappelle que le coût d'installation d'une nouvelle usine d'engrais se situe entre 3 et 5 Md\$.

## Numérique et innovation

### Brèves

- Le 1er juillet, le PDG de Palantir, Alex Karp, [a publié](#) un « manifesto » en neuf points appelant les entreprises américaines à conserver la maîtrise de leurs données et à ne pas dépendre excessivement des grands fournisseurs de modèles d'intelligence artificielle (« LLM providers »). Dans ce texte, Karp critique le modèle économique des grands laboratoires d'intelligence artificielle fondé sur la facturation à l'usage et la commercialisation de « tokens ». Il estime que les entreprises risquent de consacrer des ressources importantes à la consommation de tokens sans obtenir un retour sur investissement proportionnel et alerte sur le risque de transfert de leurs données considérées comme des actifs stratégiques vers les fournisseurs d'IA. Palantir prétend ainsi défendre une approche d'« AI sovereignty », reposant sur des systèmes déployés dans des environnements sécurisés,

combinant modèles d'IA, données propriétaires et applications métiers.

- Le 6 juillet, le Département du Commerce (ITA – International Trade Administration) [a annoncé](#) la clôture de l'appel à candidatures de l'AI Export Program lancé le 10 avril dernier. L'ITA a annoncé avoir reçu 78 propositions de participation aux consortiums industriels visant à exporter des offres américaines intégrées d'intelligence artificielle (« full-stack AI ») sur des marchés tiers. Chaque dossier fera désormais l'objet d'un examen interministériel avant une décision finale du Secrétaire au Commerce Howard Lutnick. Les projets retenus bénéficieront d'un soutien fédéral coordonné, comprenant notamment un appui diplomatique à l'export, un accès facilité aux financements fédéraux et un traitement accéléré des demandes de licences d'exportation. Ce programme, lancé dans le cadre de la stratégie nationale de l'administration Trump (AI Action plan publié le 23 juillet 2025) vise à promouvoir des solutions intégrées à l'international combinant infrastructures, données, modèles, cybersécurité et applications sectorielles.
- Le 7 juillet, le gouverneur de l'Illinois, JB Pritzker, [a promulgué](#) une nouvelle législation renforçant l'encadrement des systèmes d'intelligence artificielle dans l'État. Le texte prévoit notamment des obligations de reporting et d'audit pour certains développeurs de modèles avancés, des exigences de notification des incidents de sécurité et des sanctions financières pouvant atteindre plusieurs millions de dollars en cas de manquement. Ce texte s'inspire du SB-53 californien et du Responsible AI Safety and Education (RAISE) Act adopté à New York fin 2025, qui imposent tous deux des obligations de transparence, d'évaluation des risques et de contrôle des principaux développeurs d'IA.
- Le 8 juillet, OpenAI [a obtenu](#) le feu vert des autorités fédérales pour le déploiement de GPT-5.6, après plusieurs semaines d'échanges avec l'administration américaine dans le cadre du nouveau dispositif de suivi des modèles d'intelligence artificielle les plus avancés. Ce lancement constitue la première mise en œuvre concrète du cadre de gouvernance des modèles « frontier » instauré par l'administration Trump, qui prévoit une coopération renforcée entre les développeurs de modèles les plus puissants et les autorités fédérales avant leur diffusion publique.
- Le 8 juillet, la Réserve fédérale américaine [a publié](#) les minutes de sa réunion du Federal Open Market Committee (FOMC) des

16 et 17 juin, qui mentionnent pour la première fois explicitement l'impact économique du développement massif de l'intelligence artificielle. Les services de la Fed ont indiqué que la forte demande liée au déploiement de l'IA (« AI buildout ») contribuait aux pressions sur certains prix, notamment les biens technologiques, les équipements et les coûts liés à l'énergie. Plusieurs participants ont également souligné que la demande soutenue en infrastructures IA pourrait maintenir une pression haussière sur les prix à court terme. Les membres du Comité ont toutefois rappelé que l'adoption de l'IA pourrait, à plus long terme, accroître la productivité et augmenter l'offre, contribuant ainsi à réduire les pressions inflationnistes.

## Santé

### Brèves

- Le 6 juillet, le Sénateur Rick Scott (R – Floride), président du Comité spécial du Sénat sur le vieillissement, a [adressé](#) une lettre à l'USTR J. Greer pour demander la mise en œuvre de droits de douane de Section 301 sur le travail forcé plus élevés s'agissant des médicaments génériques et intrants pharmaceutiques (IPA) d'origine chinoise. S'appuyant sur le rapport d'enquête Section 301 sur le travail forcé publié début juin, le Sénateur Scott souligne que les médicaments, produits de santé et produits chimiques constituent la deuxième catégorie de marchandises bloquées ou refusées à l'entrée aux États-Unis au titre de la loi Uyghur Forced Labor Protection Act (UFLPA) depuis 2022, pour plus de 19 M\$ de saisies. Rick Scott demande à l'USTR d'appliquer aux génériques et IPA chinois les taux de droits proposés (10 % et 12,5 %) et d'introduire un troisième niveau tarifaire au-delà de 12,5 % pour les acteurs les plus impliqués dans le travail forcé.
- Le 6 juillet, le laboratoire pharmaceutique américain Vertex Pharmaceuticals a [annoncé](#) l'acquisition de l'entreprise de biotechnologies Crinetics Pharmaceuticals, basée à San Diego, pour environ 10 Md\$, sa plus grande acquisition à ce jour. La transaction devrait être finalisée au troisième trimestre 2026, sous réserve des approbations réglementaires et de l'accord des actionnaires de Crinetics. Elle permettrait à Vertex d'ajouter à son portefeuille deux actifs en endocrinologie rare : un premier traitement oral quotidien approuvé par la Food and Drug Administration (FDA) et l'European Medicines

Agency (EMA) pour l'acromégalie, une maladie rare causée par une tumeur sécrétant un excès d'hormone de croissance, et un traitement antagoniste oral du récepteur de l'ACTH actuellement en phase 3 pour l'hyperplasie congénitale des surrénales et potentiellement le syndrome de Cushing.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

[washington@dgtresor.gouv.fr](mailto:washington@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)